

BULLETIN TUED N° 163 – Menacés de grève, les syndicats de l'énergie en Tunisie remportent une victoire pour l'énergie publique et les droits des travailleurs

Par Elyes Ben Ammar, membre de la Fédération générale de l'électricité et du gaz (UGTT, Tunisie), et Lala Peñaranda

Résumé : La compagnie publique d'électricité tunisienne, la STEG, recourt à des délestages pour faire face à des décennies de compromis financiers et techniques imposés par les politiques néolibérales, qui l'empêchent d'assurer l'approvisionnement en électricité pendant les mois d'été, où la demande est la plus forte. Mais comment en est-on arrivé là ? Les mesures prises par le gouvernement et la Banque mondiale ont empêché l'entreprise publique d'investir dans la production d'électricité. En réponse, les travailleurs de la Fédération générale de l'électricité et du gaz (FGEG) et de l'UGTT ont organisé une grève nationale pour exiger le retrait de la politique énergétique néolibérale et lutter pour une voie publique. La menace crédible d'une grève a abouti à des négociations fructueuses et à des victoires importantes pour les travailleurs et la lutte pour la récupération et le rétablissement de la STEG.



Tunis, Tunisie – Au cours des derniers jours, une série de coupures d'électricité a touché l'ensemble du territoire tunisien.

Pendant les mois d'été étouffants en Tunisie, la demande en électricité atteint souvent des niveaux records, car les systèmes de climatisation fonctionnent à plein régime partout, des maisons et des lieux de travail aux magasins d'alimentation et aux hôpitaux, pour ceux qui peuvent se le permettre.

La Société tunisienne de l'électricité et du gaz (STEG), entreprise publique, procède actuellement à un délestage, c'est-à-dire à une coupure délibérée de l'électricité. Dans un communiqué, la STEG a expliqué :

« Cette coupure n'est pas due à des pannes régionales, mais plutôt à une mesure proactive prise à l'échelle nationale pour éviter le risque d'un effondrement total du réseau électrique (black-out), en raison d'un pic de consommation sans précédent qui a touché la plupart des gouvernorats du pays. La STEG confirme que ses équipes

techniques ont déjà commencé à rétablir progressivement l'électricité dans différentes régions et travaillent à pleine capacité pour assurer la stabilité du réseau et rétablir la distribution normale de l'électricité dès que possible. »



[Description de la photo : « 3 avril 1962 - 3 avril 2025 / 63 ans au service du pays et du peuple ». Le 3 avril 1962 est la date anniversaire de la nationalisation de l'électricité et de la création de la Société tunisienne de l'électricité et du gaz.]

La vague de délestages devrait se poursuivre au cours de la période à venir, marquée par une hausse des températures et une consommation d'électricité supérieure aux moyennes annuelles. Cette tendance aux coupures délibérées d'électricité est généralement justifiée par la nécessité de maintenir la stabilité du réseau électrique et d'éviter des pannes totales et généralisées.

Mais cela ne dit pas tout.

Les travailleurs de la Fédération générale de l'électricité et du gaz (FGEG), l'organisme syndical représentatif de tous les travailleurs de la STEG, estiment que cette justification est insuffisante et stratégiquement partielle. Bien que plausible d'un point de vue technique, elle ne voit pas plus loin que le bout de son nez.



Meetings of FGEG workers across Tunisia's regions

Les mesures gouvernementales empêchent l'entreprise publique d'investir dans la production d'électricité. Par exemple, sur les 380 mégawatts d'énergies renouvelables approuvés par trois conseils ministériels depuis 2016, aucun n'a été concédé à la STEG. La Banque mondiale a joué un rôle important à cet égard. Le syndicat FGEG a examiné un protocole d'accord entre la Banque mondiale et la STEG pour un prêt de 150 millions de dollars américains en 2019, qui reconnaissait que les investissements de la STEG devaient être orientés vers les

infrastructures de transport afin de faciliter l'alimentation du réseau électrique en énergies renouvelables produites par le secteur privé.

En d'autres termes, une explication exclusivement (ou excessivement) technique, bien que partiellement vraie, cache une réalité plus large qui affecte depuis longtemps l'entreprise publique. Le syndicat FGEG et la centrale nationale tunisienne à laquelle il est affilié, l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), tirent la sonnette d'alarme depuis des années, soulignant les problèmes généraux plus profonds auxquels est confrontée l'entreprise publique STEG.

Cependant, les mobilisations, les déclarations, les lettres et autres actions syndicales ont toutes été ignorées par le gouvernement. En conséquence, en juin 2025, les travailleurs de la FGEG et de l'UGTT ont appelé à une grève nationale contre les politiques énergétiques qui favorisent les investisseurs étrangers au détriment des droits des travailleurs et des services publics. La grève nationale devait commencer le 17 juillet, mais la menace crédible du syndicat s'est avérée efficace.

La menace de grève porte ses fruits et les négociations commencent

La combinaison de revendications syndicales claires, d'une pression syndicale soutenue et d'une annonce de grève a permis d'aboutir à une session de négociation entre les syndicats (UGTT et FGEG), le gouvernement et les principaux ministères, ainsi que la STEG.

Lors des négociations, le syndicat a critiqué les mesures et la législation du gouvernement qui continuent de menacer la viabilité économique de la STEG et sa capacité à garantir le droit à l'électricité (publique), notamment les mesures suivantes :

- **Réduction du rôle de la STEG à celui d'un simple intermédiaire entre les producteurs indépendants d'électricité (IPP) et les consommateurs.** Le gouvernement a limité les investissements de la STEG au transport et à la distribution d'électricité, tout en autorisant les investisseurs privés à opérer dans le secteur de la production. Cela soulève des questions quant à l'avenir du rôle (ou à l'absence de rôle) du secteur public dans un secteur vital et stratégique.
- **Accorder des avantages directs et de multiples privilèges aux investissements directs étrangers, notamment la prolongation des contrats**

de 10 ans. Cela coûterait des millions de dollars supplémentaires à la STEG (comme l'a confirmé un [communiqué de presse en juillet 2025](#) de la Fédération générale de l'électricité et du gaz), détournant ainsi des fonds de la mission publique de la STEG qui consiste à garantir un service public de qualité à la population tunisienne.

- **Refuser à la STEG de fournir des énergies renouvelables depuis 2016 sous des prétextes fallacieux.** Pire encore, cette décision fait écho aux diktats des institutions financières internationales – principalement la Banque mondiale – visant à favoriser les investissements privés et étrangers dans le secteur de l'électricité.
- **Ne pas proposer d'alternatives efficaces et externaliser la prise de décision souveraine.** Malgré la situation financière difficile qui nuit et érode la STEG année après année, les décideurs gouvernementaux ne semblent pas avoir à l'esprit de solutions réelles et efficaces (y compris non conventionnelles). Le fait de limiter le rôle de la STEG à un simple outil d'exécution qui ne participe pas à la formulation et à la législation des décisions reflète une crise plus profonde de la politique énergétique tunisienne. Pour aggraver les choses, ce rôle a été attribué (ou usurpé) à des groupes de réflexion externes qui continuent de promouvoir des politiques néolibérales, et à des banques de développement de pays riches telles que l'Agence allemande de coopération technique (GIZ).

Lors des négociations, l'UGTT a présenté ses positions. Elle a proposé des options pour surmonter la crise électrique et des politiques énergétiques alternatives qui répondent aux aspirations du peuple tunisien en matière de droits et de dignité.



La clarté dont ont fait preuve les travailleurs de la FGEG et de l'UGTT lors des négociations a porté ses fruits. Le 14 juillet, un accord a été conclu, qui se traduit par des avancées sociales et professionnelles significatives. La Fédération générale, la FGEG, a réussi à briser le mur érigé par le ministère de l'Industrie, de l'Énergie et des Mines contre toute tentative de négociation et de prise de décision concernant l'avenir de la transition énergétique en Tunisie.

L'annonce de la grève (via télégramme) et la session de négociation qui a suivi ont permis aux syndicats de démontrer leur cohérence politique et de proposer des alternatives viables pour une transition énergétique véritablement juste, rompant avec les politiques et pratiques néolibérales du passé. Cet accord négocié comprend également un certain nombre d'avantages sociaux :

- Achèvement du versement de la subvention économique (voir ci-dessous) pour l'année 2020, qui avait été refusée de manière punitive aux travailleurs de la STEG. Les subventions seront versées cette année. L'importance de cette mesure est expliquée plus en détail dans la section suivante.
- La redistribution des avantages sociaux dans le cadre du budget alloué afin d'élargir la base de ses bénéficiaires et de tous les travailleurs, quel que soit leur salaire, ce qui consoliderait les acquis sociaux et limiterait la détérioration de leur pouvoir d'achat.
- L'ouverture de négociations sur la révision de certains chapitres du statut spécial des employés de la Société tunisienne d'électricité et de gaz, qui comprend des questions préoccupantes pour de nombreuses catégories de travailleurs. Cela s'ajoute à la révision de la base de calcul de certaines primes afin de les actualiser et de répondre aux exigences des étapes actuelles et futures.

« Subvention économique » - Un trophée dans la lutte contre la privatisation



La subvention économique, une sorte de « prime aux travailleurs » destinée à récompenser la performance globale de plusieurs indicateurs techniques. La subvention est proportionnelle à l'évolution de la production d'électricité d'une année à l'autre. Cela peut sembler un détail anodin, mais cette subvention a été utilisée contre les travailleurs dans leur lutte contre la privatisation.

En 2020, la production d'électricité a chuté en raison de la pandémie et les travailleurs n'ont pas reçu de subvention. En 2021, la FGEG et la STEG ont protesté contre cette décision, arguant que les indicateurs négatifs étaient indépendants de

la volonté de l'entreprise. Le conseil d'administration de la STEG a donné son accord, mais le ministère de l'Industrie, de l'Énergie et des Mines a conditionné son approbation à l'arrêt de la lutte de la FGEG contre la privatisation. À l'époque, la FGEG protestait en refusant de connecter les centrales électriques privées produisant de l'énergie renouvelable au réseau électrique. Lorsque la FGEG a refusé, les travailleurs se sont vu refuser la subvention à titre de sanction. À l'issue de négociations, le ministre des Affaires sociales a approuvé la subvention, «



embarrassant » ainsi le ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie en annulant sa décision et en donnant raison au syndicat.

L'obtention d'une subvention gouvernementale va bien au-delà de la subvention elle-même. Cette victoire importante pour les travailleurs démontre le pouvoir des luttes ouvrières ; la subvention elle-même est devenue un trophée disputé dans le cadre plus large de la

reconnaissance d'une lutte légitime.

Il n'y a pas d'autre alternative que de lutter pour l'électricité publique

Après la victoire obtenue lors des négociations et les nombreuses difficultés rencontrées par la STEG et le peuple tunisien, les efforts du syndicat se concentreront désormais sur deux questions principales :

1. **La mise en œuvre.** Le syndicat fera pression pour que l'accord du 14 juillet 2025 soit correctement mis en œuvre, en particulier en ce qui concerne les revendications sociales et professionnelles. Une mise en œuvre adéquate permettra d'alléger les difficultés des travailleurs et d'améliorer leurs salaires afin de surmonter les effets de l'inflation et la perturbation des négociations sociales sur les augmentations salariales.
2. **Construire des alternatives authentiques et souveraines.** Le syndicat s'engage à s'attaquer aux causes profondes qui ont conduit à la crise énergétique. Seul un projet véritablement inclusif pour toutes les forces progressistes permettra d'éviter de répéter (ou de réformer de manière superficielle) les échecs du gouvernement dans le secteur de l'énergie et de la transition énergétique. Les deux derniers étés, en 2024 et 2025, sont la preuve que les échecs politiques se sont transformés en échecs structurels.

La Tunisie est actuellement otage du chantage des propriétaires de projets énergétiques inachevés (voir ci-dessous). Le pays a créé une dépendance absolue à l'égard des investissements étrangers dans des projets de production d'électricité qui n'ont pas encore été menés à bien. Les propriétaires de ces projets font chanter l'État afin de bénéficier d'incitations et de privilèges supplémentaires et d'augmenter leurs marges bénéficiaires en échange du respect de leurs obligations fondamentales. Par exemple :

- Aucun des projets attribués en 2019 n'a été mis en œuvre sur le terrain.
- Des multinationales telles que Scatec (Norvège) et Engie-Nareva (France-Maroc) ont abandonné des projets d'une capacité totale de 300 mégawatts.
- Quatre projets éoliens attribués à des entreprises françaises, néerlandaises et allemandes, d'une capacité totale de 120 mégawatts, n'ont pas été achevés depuis 2021 et leur sort est incertain.



La politique énergétique actuelle n'a pas répondu aux besoins énergétiques du pays. Les alternatives sont claires. Le gouvernement devrait renforcer l'entreprise publique, qui a prouvé depuis 60 ans son mérite en électrifiant le pays et en répondant aux besoins de la population tunisienne.

Le gouvernement devrait également ouvrir la voie à de nouvelles formes de développement collectif des énergies renouvelables, en particulier dans les régions locales et rurales. Ce serait l'occasion non seulement de réaliser une transition énergétique juste, mais aussi d'encourager un développement équitable et de

permettre aux groupes marginalisés (par exemple les chômeurs) de mener des projets viables et économiquement durables qui apportent une valeur ajoutée.

Le gouvernement aurait pu et aurait dû le faire il y a des décennies. Les politiques énergétiques néolibérales ont coûté très cher au peuple et aux travailleurs tunisiens. C'est pourquoi le mouvement syndical déclare : il n'y a pas d'autre alternative que de lutter pour l'électricité publique ; nous ne pouvons pas perdre une minute de plus.

Vive la FGEG et l'UGTT.



